

été le triste résultat des cinq années, pendant lesquelles nos adversaires échangèrent la politique protectionniste, qui avait été la politique du Canada, jusqu'à ce jour, contre une politique appelée libre-échangiste, au moins aussi libre-échangiste qu'ils purent la faire. Nos adversaires politiques, M. l'Orateur, ont dit en plus d'une occasion—je ne crois pas néanmoins que la question soit bien importante—que mon honorable ami, le ministre des finances et moi-même ainsi que d'autres députés de la droite aujourd'hui, étions autrefois des libre-échangistes. Ils ont aussi, M. l'Orateur, affirmé en plusieurs occasions devant les électeurs, et quelquefois dans cette chambre, qu'autrefois, mon honorable ami et moi différions d'opinion au sujet de la politique fiscale du pays. Je prétends, M. l'Orateur, que l'histoire du passé prouve le contraire. Je n'hésite pas à dire que, lorsque je faisais partie du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, et lorsque j'avais l'honneur d'occuper une place dans la législature de cette province, j'étais un libre-échangiste. Et pourquoi? Parcequ'il était absolument impossible à une population de 400,000 âmes, située comme elle l'était, sans aucuns moyens d'obtenir de marché en dehors des limites de notre province, même dans le Canada, de ne pas adopter une politique libre-échangiste.

Mais, M. l'Orateur, ces honorables députés ne connaissent pas beaucoup les discussions du passé, s'ils ne savent pas que mon collègue et moi avons affirmé énergiquement et clairement, lui dans la législature du Nouveau-Brunswick, moi dans celle de la Nouvelle-Ecosse, l'avantage d'unir nos provinces à la confédération, et qu'une des principales raisons que nous donnions en faveur de ce changement, c'est que nous pourrions établir une politique qui favoriserait les industries de notre pays, ce qui autrement, était impossible.

M. l'Orateur, lorsque le traité de réciprocité fut aboli par les Etats-Unis, je demandai à la législature de la Nouvelle-Ecosse, comme chef du gouvernement alors